

**MEMORIAL**  
**Journal Officiel**  
**du Grand-Duché de**  
**Luxembourg**



**MEMORIAL**  
**Amtsblatt**  
**des Großherzogtums**  
**Luxemburg**

---

**RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE**

---

**B — N° 49**

**29 juin 2006**

---

**S o m m a i r e**

**INSTITUT LUXEMBOURGEOIS DE REGULATION**  
**COMPTES ANNUELS 2005**

Institut Luxembourgeois de Régulation - Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2005 . . page **726**

---

**Institut Luxembourgeois de Régulation**  
**Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2005**

Conformément à l'article 18 de la loi du 30 mai 2005 portant: 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, le Gouvernement en conseil a accordé en date du 14 avril 2006 la décharge à la direction de l'Institut Luxembourgeois de Régulation pour l'exercice 2005.

**INSTITUT LUXEMBOURGEOIS DE REGULATION  
BILAN AU 31 DECEMBRE 2005 (après affectation)**

ACTIF	Val.brutes	Corr.valeur	31.12.2005	31.12.2004	PASSIF	31.12.2005	31.12.2004
A. CAPITAL DE DOTATION NON-VERSE					A. CAPITAUX PROPRES (2.f)		
B. FRAIS D'ETABLISSEMENT					I. Capital de dotation	1.239.467,62	1.239.467,62
C. ACTIF IMMOBILISE					IV. Réserves		
I. Immobilisations incorporelles					4. Réserve pour investissement	6.648.471,05	24.272.355,51
II. Immobilisations corporelles					V. Résultats reportés	5.297.663,52	4.586.418,72
2. Installations techniques					VI. Résultats de l'exercice	594.028,88	711.244,80
3. Autres installations, outillage					<b>Total (A)</b>	<b>13.779.631,07</b>	<b>30.809.486,65</b>
et machines							
III. Autres installations, outillage					B. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
et mobilier					3. Autres provisions	330.045,72	0,00
III. Immobilisations financières							
6. Autres prêts					C. DETTES		
<b>Total (C)</b>	<b>4161.868,64</b>	<b>2.823.191,56</b>	<b>1.338.677,08</b>	<b>1.571.752,82</b>	4. Dettes sur achats et prestations de services		
D. ACTIF CIRCULANT					a) dont la durée résiduelle est inférieure	238.288,09	190.171,53
II. Créances					ou égale à un an		
1. Créances résultant de ventes					8. Dettes fiscales et dettes au titre		
et de prestations de services					de la sécurité sociale		
a) dont la durée résiduelle					a) dont la durée résiduelle est inférieure	145.620,08	52.503,49
est inférieure ou égale à un an					ou égale à un an		
4. Autres créances					9. Autres dettes		
a) dont la durée résiduelle					a) dont la durée résiduelle est inférieure	20.048.394,68	38.500,00
est inférieure ou égale à un an					ou égale à un an		
III. Valeurs mobilières					<b>Total (C)</b>	<b>20.432.302,85</b>	<b>281.175,02</b>
3. Autres valeurs mobilières							
IV. Avoirs en banque, avoirs en					D. COMPTES DE REGULARISATION		
compte chèques postaux,					(2.h)		
chèques et encaisse						13.243,91	13.219,12
<b>Total (D)</b>	<b>32.991.788,99</b>		<b>158.252,51</b>	<b>137.258,83</b>			
E. COMPTES DE REGULARISATION							
(2.e)							
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E)</b>	<b>224.757,48</b>		<b>7.000.099,97</b>	<b>0,00</b>			
			<b>22.505.155,23</b>	<b>29.051.849,59</b>			
			<b>32.991.788,99</b>	<b>29.320.846,08</b>			
			<b>224.757,48</b>	<b>211.281,89</b>			
			<b>34.555.223,55</b>	<b>31.103.880,79</b>	<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D)</b>	<b>34.555.223,55</b>	<b>31.103.880,79</b>

L'annexe ci-jointe fait partie intégrante des comptes annuels

**COMPTE DE PROFITS ET PERTES  
DE L'EXERCICE 2005 (après affectation)**

A. CHARGES	2005		2004	B. PRODUITS	2005	2004
2. a) Consommation de marchandises et de matières premières et consommables	(3.a)			1. Montant net du chiffre d'affaires	(3.c)	7.036.468,58
b) Autres charges externes	(3.a)	64.760,41	61.660,68	4. Autres produits d'exploitation	4.680,00	0,00
3. Frais de personnel	(3.b)	2.058.957,76	1.705.986,53	7. Autres intérêts et produits assimilés		
a) salaires et traitements				b) autres intérêts et produits assimilés	508.434,25	507.591,89
b) charges sociales		2.337.557,66	2.063.990,50	9. Produits exceptionnels	0,00	565.356,24
4. Corrections de valeur		131.588,71	111.039,56			
a) sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles		625.127,70	550.595,62			
5. Autres charges d'exploitation		369.750,64	45.659,65	10. Résultat de l'exercice		
7. Intérêts et charges assimilées		3.052,29	2.469,85			
b) autres intérêts et charges		188.095,93	11.790,34			
10. Charges exceptionnelles	(3.d)					
13. 1. Réserve pour investissements		2.376.115,54	2.844.979,18			
13. 2. Résultat de l'exercice		594.028,88	711.244,80			
<b>Total</b>		<b>8.749.035,52</b>	<b>8.109.416,71</b>	<b>Total</b>	<b>8.749.035,52</b>	<b>8.109.416,71</b>

L'annexe ci-jointe fait partie intégrante des comptes annuels

## Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2005

### 1. GENERALITES

La législation sur le secteur des télécommunications a été réformée de manière fondamentale en 1997. C'est dans le cadre de cette réforme qu'a été créé l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications.

Depuis la création de l'Institut, en même temps que sa dénomination a été changée en Institut Luxembourgeois de Régulation, ses compétences ont été étendues par les lois du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité, du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux et du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel.

Du fait de l'élargissement de ses fonctions, il devenait nécessaire de consacrer à l'Institut une organisation propre, distincte de la loi sur les télécommunications.

Cette loi du 30 mai 2005 dans son article 1<sup>er</sup>, portant organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, stipule: «L'Institut Luxembourgeois de Régulation est un établissement public indépendant doté de la personnalité juridique. Il est placé sous l'autorité du ministre ayant dans ses attributions les relations avec l'Institut. Il jouit de l'autonomie financière et administrative. Son siège est établi à Luxembourg. Il peut être transféré dans toute autre localité du Luxembourg par règlement grand-ducal.»

L'article 16 de la loi du 30 mai 2005 impose que l'Institut tient une comptabilité appropriée à la nature et l'étendue de ses activités conformément aux dispositions légales du Livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce modifié. Dans la présentation des comptes l'Institut s'est donc inspiré des sous-sections 1 à 8 de la section XIII de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée par la loi du 19 décembre 2002.

Les états financiers de l'Institut pour l'exercice 2005 ont été établis conformément aux dispositions et aux pratiques comptables généralement admises au Luxembourg. Les comptes sont tenus en EUR.

L'exercice financier de l'Institut coïncide avec l'année civile.

### 2. BILAN

#### 2.a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de revient et font l'objet d'un amortissement linéaire.

Les valeurs brutes des postes installations techniques (1), mobilier (2), matériel de bureau (3), matériel roulant (4) et frais d'aménagement des locaux (5) ont évolué comme suit:

	Valeur au 01.01.2005	(+)	(-)	Valeur au 31.12.2005
(1)	1.317.127,14	284.762,12	0	1.601.889,26
(2)	342.456,14	7.608,57	1.026,87	349.037,84
(3)	1.494.633,01	170.863,13	125.958,92	1.539.537,22
(4)	76.388,29	0	0	76.388,29
(5)	583.133,72	6.972,31	0	590.106,03
<b>Total</b>	<b>3.813.738,30</b>	<b>470.206,13</b>	<b>126.985,79</b>	<b>4.156.958,64</b>

Les corrections de valeur des différents postes ci-dessus ont évolué comme suit:

	Valeur au 01.01.2005	(+)	(-)	Valeur au 31.12.2005
(1)	790.001,14	325.920,91	0	1.115.922,05
(2)	184.962,80	42.388,35	898,27	226.452,88
(3)	1.060.411,09	193.505,40	47.933,35	1.205.983,14
(4)	68.634,31	4.651,00	0	73.285,31
(5)	142.886,14	58.662,04	0	201.548,18
<b>Total</b>	<b>2.246.895,48</b>	<b>625.127,70</b>	<b>48.831,62</b>	<b>2.823.191,56</b>

La durée normale d'utilisation prévue des immobilisations est la suivante:

- installations techniques **10 ans resp. 3 ans**
- mobilier **8 ans**
- matériel de bureau, hardware et software **3-5 ans**
- matériel roulant **5 ans**
- frais d'aménagement des locaux **10 ans**

#### 2.b) Immobilisations financières

Les immobilisations financières représentent un dépôt de garantie.

## 2.c) Créances

Les créances figurent pour leur valeur nominale et sont ventilées comme suit:

- clients	3.328.281,28
- créances diverses	158.206,52
- fournisseurs débiteurs	45,99
- correction de valeur	0
	<u>3.486.533,79</u>

Les créances nettes exigibles postérieurement à la date de clôture se chiffrent à EUR 2.179.381,31 et sont incluses dans le poste «clients». L'augmentation des créances clients au 31 décembre 2005 par rapport au 31 décembre 2004 est due au fait que les redevances du secteur télécommunications pour l'exercice 2005 ne sont facturées qu'en début 2006.

## 2.d) Avoirs en banque

Ce poste se subdivise comme suit:

- avoirs en comptes courants et c.c.p.	22.504.232,63
- caisse	922,60
	<u>22.505.155,23</u>

## 2.e) Comptes de régularisation à l'actif

Ce poste concerne des frais d'exploitation constatés d'avance.

## 2.f) Fonds propres

Le capital de dotation représente une mise initiale de EUR 1.239.467,62.

Par décision du Conseil de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, les états financiers de l'Institut sont présentés après affectation de 80% du résultat de l'exercice à une «Réserve pour investissements».

Lors de la réunion du 28 novembre 2005, le Conseil de l'Institut a décidé de réaffecter au 31 décembre 2005 le montant de EUR 20 millions de la réserve d'investissements et de le renseigner comptablement en tant que dette à court terme envers l'Etat.

Les EUR 20 millions sont payables à l'Etat au cours de l'exercice 2006.

## 2.g) Dettes

Les dettes figurent pour leur valeur nominale et sont ventilées comme suit:

- Fournisseurs	238.288,09
- Dette à court terme envers l'Etat	20.000.000,00
- Taxe sur la valeur ajoutée	109.073,28
- Cotisations sécurité sociale	36.546,80
- Clients créditeurs	9.894,68
- Tantièmes et indemnités	38.500,00
	<u>20.432.302,85</u>

## 2.h) Comptes de régularisation au passif

Les comptes de régularisation au passif concernent des produits d'exploitation constatés d'avance pour un montant de EUR 13.243,91.

# 3. COMPTE DE PROFITS ET PERTES

## 3.a) Charges brutes

Ce poste concerne les frais de fonctionnement normaux de l'Institut:

	Electricité	Fréquence	Gaz	Numérotation	Postes	Télécom	2005
Loyers et charges locatives	42.734,44	360.461,88	42.734,44	24.604,68	93.238,68	197.979,70	761.753,82
Entretien et réparations	9.293,32	91.971,45	9.293,32	7.289,37	19.486,75	37.480,99	174.815,20
Eau et Energie	1.039,38	9.183,86	1.039,38	657,91	2.243,52	4.644,22	18.808,27
Frais de PTT	2.095,89	26.486,15	1.902,98	2.039,07	8.211,33	6.609,17	47.344,59
Documentation	762,46	9.351,32	762,46	855,79	1.493,69	2.333,90	15.559,62
Imprimés et fournitures de bureau	1.034,94	12.684,10	1.034,94	1.160,34	2.028,17	3.171,87	21.114,36
Petit équipement	1.217,06	14.927,55	1.217,06	1.366,10	2.384,40	3.725,61	24.837,78
Fournitures diverses	349,76	4.290,01	349,76	392,57	685,29	1.070,70	7.138,09
Assurances	783,36	20.427,86	783,36	800,64	1.566,76	2.624,08	26.986,06
Honoraires et Commissions	25.404,97	56.215,32	3.349,76	33.059,68	93.915,54	447.614,93	659.560,20
Cotisations organismes internationaux	3.249,83	117.718,51	3.249,82	0,00	93,00	83.269,51	207.580,67
Transports, voyages et déplacements	4.582,98	56.211,50	4.582,98	5.144,53	8.979,00	14.029,23	93.530,22
Frais divers	2.188,67	26.844,48	2.188,67	2.456,63	4.287,97	6.699,98	44.666,40
Publicité et relations publiques	506,89	15.895,37	506,89	568,97	993,10	1.551,67	20.022,89
<b>TOTAL</b>	<b>95.243,95</b>	<b>822.669,36</b>	<b>72.995,82</b>	<b>80.396,28</b>	<b>239.607,20</b>	<b>812.805,56</b>	<b>2.123.718,17</b>

### 3.b) Frais de personnel

	Electricité	Fréquence	Gaz	Numérotation	Postes	Télécom	2005
Salaires et traitements	149.338,29	1.074.158,77	127.670,90	128.837,46	246.176,91	611.375,33	2.337.557,66
Charges sociales	6.893,77	69.109,61	6.115,31	6.165,45	15.530,19	27.774,38	131.588,71
<b>TOTAL</b>	<b>156.232,06</b>	<b>1.143.268,38</b>	<b>133.786,21</b>	<b>135.002,91</b>	<b>261.707,10</b>	<b>639.149,71</b>	<b>2.469.146,37</b>

### 3.c) Produits bruts

Ce poste concerne les éléments suivants:

	2005
Redevances secteur Electricité	555.430,55
<b>Produits bruts secteur Electricité</b>	<b>555.430,55</b>
Mise à disposition de fréquences UMTS	360.000,00
Mise à disposition de fréquences GSM / DCS 1800	2.355.000,00
Service fixe par satellite	153.941,87
Réseau mobile à utilisation partagée des fréquences	346.894,46
Réseau mobile public	90.067,77
Service relevant des besoins de la défense nationale et/ou de la sécurité publique	197.279,92
Liaisons terrestres fixes par radio	248.405,92
Fréquences WLL	5.590,00
Service mobile aéronautique et maritime	67.623,08
Radioamateur	13.634,50
Service fixe de radionavigation et de radiolocalisation	13.634,16
Produits divers	162,69
<b>Produits bruts secteur Fréquence</b>	<b>3.852.234,37</b>
Redevances secteur Gaz	273.116,00
<b>Produits bruts secteur Gaz</b>	<b>273.116,00</b>
Attribution et utilisation de numéros	1.107.746,06
<b>Produits bruts secteur numérotation</b>	<b>1.107.746,06</b>
Remboursement frais de surveillance services postaux	440.000,00
<b>Produits bruts secteur Postes</b>	<b>440.000,00</b>
Réseaux et services de communications électroniques	2.007.389,01
Produits divers	5,27
<b>Produits bruts secteur Télécom</b>	<b>2.007.394,29</b>
<b>TOTAL</b>	<b>8.235.921,27</b>

### 3.d) Produits et charges exceptionnels

Les charges exceptionnelles concernent principalement une dotation aux corrections de valeur exceptionnelles sur des immobilisations corporelles.

### 3.e) Compte de profits et pertes par secteur de l'exercice 2005 (avant affectation à la réserve pour investissements)

<u>PRODUITS</u>	Secteur	Secteur	Secteur	Secteur	Secteur	Secteur	Total II B
Produits bruts	555.430,55	3.852.234,37	273.116,00	1.107.746,06	440.000,00	2.007.394,29	8.235.921,27
<b>Total</b>							
<u>CHARGES</u>							
Charges brutes	95.243,95	822.669,36	72.995,82	80.396,28	239.607,20	812.805,56	2.123.718,17
Frais de personnel							
a) salaires et traitements	149.338,29	1.074.158,77	127.670,90	128.837,46	246.176,91	611.375,33	2.337.557,66
b) charges sociales hors pensions	6.893,77	69.109,61	6.115,31	6.165,45	15.530,19	27.774,38	131.588,71
Corrections de valeur sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	10.355,16	428.560,49	9.870,38	7.696,03	27.717,58	140.928,06	625.127,70
Autres charges d'exploitation	6.417,90	7.611,62	6.417,90	6.418,05	6.419,07	336.466,10	369.750,64
<b>Total</b>	<b>268.249,07</b>	<b>2.402.109,85</b>	<b>223.070,31</b>	<b>229.513,27</b>	<b>535.450,95</b>	<b>1.929.349,43</b>	<b>5.587.742,88</b>
<b>Sous-total</b>	<b>287.181,48</b>	<b>1.450.124,52</b>	<b>50.045,69</b>	<b>878.232,79</b>	<b>-95.450,95</b>	<b>78.044,86</b>	<b>2.648.178,39</b>
<b>Autres produits d'exploitation *</b>							<b>4.680,00</b>
<b>Résultat d'exploitation de l'exerci</b>							<b>2.652.858,39</b>
<b>Produits provenant d'autres valeurs mobilières et de créances de l'actif immobilisé</b>							
Autres intérêts et produits assimilés Intérêts et charges assimilées							508.434,25
<b>Résultat fin</b>							<b>505.381,96</b>
Produits exceptionnels Charges exceptionnelles**							0,00
<b>Résultat exceptionnel</b>							<b>-188.095,93</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>							<b>2.970.144,42</b>

\* Les autres produits d'exploitation représentent des recettes de loyer de parking qui, en 2004, étaient répartis sur les différents secteurs.

\*\* Le montant des charges exceptionnelles à affecter directement au secteur télécom est de EUR 78.044,86. Il en résulte que le résultat de l'exercice du secteur télécom est de EUR 0,00.

## 4. AUTRES INDICATIONS

### 4.a) Personnel employé

Le nombre de personnes employées au 31 décembre 2005 à l'Institut Luxembourgeois de Régulation est de 38.

### 4.b) Fonds de compensation marché électricité

Le règlement grand-ducal du 9 décembre 2005 modifiant le règlement grand-ducal du 22 mai 2001 a instauré un fonds de compensation dans le cadre de la loi du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité, destiné à répartir équitablement entre tous les gestionnaires de réseau, les charges en relation avec l'exécution des obligations de service public.

L'article 20 de la loi du 30 mai 2005 stipule qu'en cas de dissolution de l'Institut, l'Etat devient détenteur de tous les avoirs de l'Institut, à l'exception des avoirs servant à la compensation du service universel et/ou service public à assurer en vertu des compétences qui lui sont confiées.

### 4.c) Rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration

La rémunération des membres du conseil d'administration pour l'exercice 2005 est de EUR 38.500,00.